



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX**

Affaire suivie techniquement par :
Mme Hélia RASCOL / Mme DELFRAYSSI
CEAPSAC/DSST/CAQS
Téléphone : 01.69.08.25.77 / 01.69.08.17.80
helia.rascol@cea.fr / sophie.delfrayssi@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Mme Maylis DES COURTIS
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.63.96
maylis.descourtis@cea.fr

**ACCORD-CADRE POUR LA REALISATION DE
REPERAGES AMIANTE ET PLOMB AVANT
TRAVAUX (DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS)**

Référence projet d'accord-cadre n° B24-00109-MDC

Entre

le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

d'une part,

et

la société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

d'autre part,

ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
ARTICLE 8 - QUALITE	7
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES	7
ARTICLE 10 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	8
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	8
ARTICLE 12 - REUNIONS	9
ARTICLE 13 - RECEPTION	10
ARTICLE 14 - MONTANT.....	10
ARTICLE 15 - REVISION	11
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION	12
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT	13
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 19 - PENALITES.....	13
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	15
ANNEXE 2- MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)	19

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent accord-cadre définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de diagnostics amiante et plomb avant travaux ou démolition, des levées de doutes sur matériaux ainsi que des rapports de repérage pour le centre CEA de Paris-Saclay et ses annexes à savoir :

- le site de Fontenay aux Roses (92),
- le site d'Evry (91)
- le site de Saclay et ses annexes, notamment :
 - l'Orme des Merisiers (91),
 - le Service Hospitalier Frédéric Joliot (SHFJ) situé à Orsay.

Le présent accord-cadre est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attribué avec émission de bons de commande (ci-après dénommé « l'accord-cadre »).

1.2 Etendue des prestations

Les prestations, objet du présent accord-cadre, se déclinent sous la forme d'unités d'œuvre.

Le détail des prestations est décrit à l'article 3 *infra* ainsi que dans le cahier des charges cité ci-dessous.

1.3 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte du Centre CEA Paris-Saclay, Département de Soutien Scientifique et Technique (DSST), Cellule Assistance Qualité Sécurité (CAQS).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B24-00109-MDC daté du 14/02/2024, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé DSST/CAQS/CC/2023-0029 de janvier 2024,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les règlements intérieurs des sites CEA concernés,
 - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),

- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
 - à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée datée du (à compléter par le soumissionnaire)
- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 Spécifications techniques

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations, objet du présent accord-cadre à bons de commande, conformément aux conditions définies par le cahier des charges cité *supra*.

3.2 Modalités d'émission des bons de commande

Les prestations seront rémunérées sur la base des unités d'œuvre définies à l'article « Montant » du présent accord-cadre. Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations à chaque fois que le CEA en fait la demande écrite.

Dans un premier temps, le CEA transmettra une demande au Titulaire qui déterminera le nombre de prélèvements à réaliser eu égard à la demande initiale et aux normes en vigueur. Après réception de la demande, le Titulaire s'engage à réaliser la prestation dans les conditions fixées par le CEA sous peine de se voir appliquer des pénalités.

Le CEA communiquera ensuite au Titulaire un bon de commande dont le modèle figure en annexe

2. Chaque bon de commande précisera :

- La référence du présent accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- L'(les) unité(s) d'œuvre commandée(s) ;
- Le lieu de réalisation visé : le site et l'installation concernés et le numéro de bâtiment ;
- La(les) date(s) de réalisation ;
- Le montant total pour ledit bon de commande.

Les bons de commande seront envoyés par courriel au Titulaire sept jours suivants la réalisation de la prestation concernée.

3.3 Création de nouveaux bons de commande

Les Parties peuvent convenir de la création de nouvelles unités d'œuvres au cours de l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des unités d'œuvres sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans l'accord-cadre initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,

le chiffrage des unités d'œuvres complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur (taux horaire). Le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouvelles unités d'œuvres sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.4 Statistiques

Le Titulaire s'engage à émettre un état de la somme cumulée des bons de commande passés pendant la période de l'entrée en vigueur de l'accord à la date d'émission dudit état. Cet état est à remettre au CEA annuellement pendant toute la durée de l'accord.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation générale de moyen « renforcée »*

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens appropriés pour réaliser la prestation qui lui est confiée au titre du présent accord-cadre à bons de commande. Pour cela, le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les prestations objet du présent accord-cadre à bons de commande.

Le Titulaire assure l'encadrement du personnel qu'il affecte à l'exécution de la prestation.

Les obligations de moyen à la charge du Titulaire sont dites « renforcées », la charge de la preuve incombant au Titulaire.

4.1.2 *Obligation de résultat*

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

Le Titulaire souscrit expressément une obligation de résultat portant sur :

- la qualité des livrables placés sous sa responsabilité, ainsi que les délais de remise, tels que définis dans le présent accord-cadre à bons de commande et dans le cahier des charges cité *supra*,
- le respect des dates prévues.

4.1.3 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Durant l'exécution du marché, le Titulaire doit fournir au CEA annuellement des indicateurs permettant d'évaluer le respect des exigences environnementales du cahier des charges. Les indicateurs à fournir sont à minima les écogestes mis en place pour limiter la production de déchets.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte à l'accord-cadre en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**7.1 Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces de l'accord-cadre, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

7.2 Lieux de réalisation de la prestation

Les prestations pourront avoir lieu sur différents sites en Ile de France. Le lieu exact de chaque prestation sera indiqué au Titulaire dans la demande initiale et le bon de commande concerné.

7.3 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

7.4 Enlèvement des déchets

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

7.5 Horaires

7.5.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay et de 7h30 à 20h, sur le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2024, ces derniers sont les suivants :

- lundi 2 janvier,
- vendredi 10 mai,
- lundi 12 août au vendredi 16 août,
- lundi 23 décembre au 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.5.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8 h 30 à 17 h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation.

7.6 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES

9.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques.

9.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un exemplaire sous format numérique (format .pdf et format natif).

9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du accord-cadre quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION

10.1 Durée

L'accord-cadre entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties pour une durée de deux ans.

Toutefois, le CEA sera dans l'obligation de mettre fin à l'accord-cadre dès lors que le cumul de la somme de l'ensemble des bons de commande atteint la valeur maximale figurant à l'article « Montant » du présent accord-cadre.

10.2 Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés dans les spécifications techniques.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
	Hélia RASCOL	01.69.08.25.77	helia.rascol@cea.fr
	Sophie DELFRAYSSI	01.69.08.17.80	sophie.delfrayssi@cea.fr

- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxx	XXXXXX	XXXXXX

A compléter par le soumissionnaire

L'interlocuteur du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes. Le Titulaire s'engage également à ce que ce changement n'impacte pas la réalisation des prestations en cours.

ARTICLE 12 - REUNIONS

12.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution de l'accord-cadre, les Parties tiendront les réunions suivantes, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

12.2 Réunions d'enclenchement

Une première réunion d'enclenchement sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay ou en visioconférence, au plus tard deux semaines après la signature de l'accord-cadre.

12.3 Inspection Commune Préalable (ICP)

Conformément aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992, une Réunion d'Inspection Commune Préalable sera organisée 10 jours ouvrés avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

12.4 Réunions de suivi

Les réunions de suivi de la prestation se tiendront à une fréquence annuelle et se dérouleront en présence du responsable technique et du responsable Sécurité du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi des prestations.

12.5 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

12.6 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

ARTICLE 13 - RECEPTION

Les prestations réalisées au titre de chaque bon de commande feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA des prestations visées par ledit bon de commande et de l'ensemble des livrables concernés conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

ARTICLE 14 - MONTANT

14.1 Montant maximum de l'accord-cadre

Le montant maximum des prestations confiées au titre du présent accord-cadre est plafonné à la somme de **190 000 € H.T. (CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS HORS TAXES)** pour la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires. Le Titulaire s'engage à alerter le CEA lorsque les consommations et le chiffre d'affaires réalisé sur cet accord atteint 70% du montant maximum.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

UNITE D'ŒUVRE (UE)	OBJET	MONTANT UNITAIRE EN € H.T.
UE n°1	Un déplacement aller/retour	..... € H.T.
UE n°2	Visite de préparation à un diagnostics	..... € H.T.
UE n°3	Etude documentaire (DTA + Programme des travaux) + Création du programme de repérage	..... € H.T.
UE n°4	Visites de repérage amiante bâties (inspection visuelle, sondages, prélèvements)	..... € H.T.
UE n°5	Analyse META des prélèvements par un laboratoire agréé COFRAC	..... € H.T.
UE n°6	Analyse META lingette Amiante par laboratoire agréé	..... € H.T.
UE n°7	Rédaction du rapport et cartographie	..... € H.T.

UE n°8	Visite de repérage amiante voiries (inspection visuelle, sondages)	..... € H.T.
UE n°9	Prélèvement (avec mise à disposition de la machine de carottage) + remise en état	..... € H.T.
UE n°10	Analyse META (séparation liant / granulat) par un laboratoire agréé COFRAC. Prix par couche	..... € H.T.
UE n°11	Analyse et recherche des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	..... € H.T.
UE n°12	Rédaction du rapport et cartographie	..... € H.T.
UE n°13	Visite pour réalisation des points de mesures (avec mise à disposition machine Fluorescence X)	..... € H.T.
UE n°14	Analyse taux de concentration en Plomb (lingette)	..... € H.T.
UE n°15	Rédaction du rapport et cartographie	..... € H.T.

14.2 Le prix fixé ci-dessus comprend l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de documentation, reproduction, correction, nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

14.3 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

ARTICLE 15 - REVISION

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, au mois de (mois anniversaire de l'accord-cadre).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,60 \times (ICHTrev-TS / ICHTrev-TS_0) + 0,25 \times (Fsd1 / Fsd1_0)$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

- ICTrev-TS₀ = valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé – tous salariés » disponible sur l'INSEE pour le mois de (mois de remise de l'offre),
- FSD1₀ = valeur de l'indice des Frais et Services Divers (modèle de référence n° 1) publié au Moniteur des travaux Publics du mois de (mois de remise de l'offre),
- FSD1, ICTrev = dernière valeur connue de ces mêmes indices à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera à tout nouveau bons de commande, et ne s'appliquera pas sur les bons de commande déjà émis qui ont un caractère forfaitaire et ferme.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Au cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION

16.1 Conditions de facturations

Chaque bon de commande sera facturé de la façon suivante :

- ➔ 100% (CENT POUR CENT) du montant H.T. de chaque bon de commande et les taxes correspondantes à la réception sans réserve par le CEA des livrables et des prestations correspondants.

16.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°400XXXXXX).

en cas de GME :

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de cet accord-cadre et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT de l'accord-cadre et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

16.3 Régime fiscal

Le présent accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 19 - PENALITES**19.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent accord-cadre et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total des dépenses effectuées au titre du présent accord-cadre.

19.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution de l'accord-cadre, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définies dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable ou des statistiques	500 € HT par jour calendaire de retard
Refus de prendre en charge plusieurs prestations simultanément	500 € HT par refus d'unité d'œuvre
Ecartés liés à l'environnement	1 000 € HT par écart



Ecarts liés à la réglementation ou au périmètre des travaux	500 € HT par écart
Ecarts liés à la sécurité (non port des EPI, non-respect des consignes de sécurité)	500 € HT par écart
Ecarts liés à la qualité	500 € HT par écart

Fait à Saclay,
en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA, le

Pour le Titulaire, le

Signature :

Signature :



ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. **Inspection commune préalable (ICP)**

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. **Suivi médical**

6.1 *Dispositions générales*

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SST,

- à fournir au SST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses Sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le service de santé au travail du CEA. Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses Sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

**ANNEXE 2– MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

BON DE COMMANDE N°					
<u>Accord-cadre n°4000.....</u>			<u>Titulaire :</u>		
n° UE	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Délais	Montant (€ HT)
Montant total : € HT					
Commentaires :					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur le bon de commande sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.